Relations industrielles Industrial Relations

Le chômage

Volume 14, numéro 1, janvier 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022346ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022346ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1959). Le chômage. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 14(1), 110–118.
<https://doi.org/10.7202/1022346ar>

Résumé de l'article

L'ampleur tenace du chômage au Canada, et dans le Québec en particulier, ne laisse pas d'inquiéter les observateurs de la vie sociale et économique, et davantage encore les travailleurs, touchés directement. Nous avons donc cru utile de présenter ici le texte intégral du Mémoire sur le chômage soumis conjointement par la Fédération des travailleurs du Québec (CTC) et la Confédération des travailleurs catholiques du Canada au cabinet provincial québécois le 13 juin 1958.

tools, samples, etc., which should otherwise be returned. It is, of course, all a question of facts. If proof is sufficient, the employee can be accused of stealing, but the proof must be strong if your case is to succeed.

In concluding these remarks, may I be permitted to give some kind of general advice which is not strictly legal, but which is dictated by common sense. In general, I feel that management should carefully weigh the pros and cons before using criminal proceedings in cases of labour disputes. One must never forget that, after such disputes, he is still bound to live with his employees. On the other hand, except in special cases, management owes it to society not to hesitate to spend money to bring before our Criminal Courts any employee who commits a crime. I am of the opinion that management does not discharge its responsibility towards society when it renounces its right to bring before our Criminal Courts one of its employees who has committed a crime only because, in so doing, the company is required to spend some money.

INFORMATIONS

Le chômage

L'ampleur tenace du chômage au Canada, et dans le Québec en particulier, ne laisse pas d'inquiéter les observateurs de la vie sociale et économique, et davantage encore les travailleurs, touchés directement. Nous avons donc cru utile de présenter ici le texte intégral du Mémoire sur le chômage soumis conjointement par la Fédération des travailleurs du Québec (CTC) et la Confédération des travailleurs catholiques du Canada au cabinet provincial québécois le 13 juin 1958.

Le présent mémoire déposé conjointement par la Fédération des Travailleurs du Québec (C.T.C.) et par la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, veut saisir les autorités provinciales de la vive inquiétude que nos deux centrales éprouvent au sujet du chômage et formuler au nom des 275,000 membres qu'elles représentent et des quelques 263,000 travailleurs en chômage dans la province (Cf. Situation de l'emploi, fév. 1958, Ministère du Travail B.S.F.), les mesures qu'elles attendent du gouvernement provincial.

Ce mémoire veut d'abord rappeler qu'au cours des dernières années et plus particulièrement depuis les derniers cinq ans, soit dans leurs mémoires annuels soit par la présentation de résolutions, nos deux centrales n'ont cessé de faire part de leur préoccupation et de leur inquiétude sur la situation aggravante de l'emploi.

Cet hiver, la crise de l'emploi a atteint des dimensions sans précédent. D'après les chiffres actuels, il est facile de prévoir que le chômage aura touché cette année,

dans la province, environ 270,000 personnes, soit le plus haut sommet jamais atteint.

Les chiffres suivants sont assez éloquentes par eux-mêmes à démontrer que d'année en année et notamment depuis 1953, la situation de l'emploi n'a cessé de se détériorer et cela davantage dans la province de Québec que dans l'Ontario.

D'après les chiffres en date du 10 avril 1958, il y avait au Canada, 875,000 personnes en quête d'emploi dont 262,000 pour la région du Québec seul, soit une augmentation de 85,771 sur la période correspondante de l'an dernier; soit 262,617 personnes en état de travailler et qui ne peuvent trouver emploi.

Ces statistiques qui prennent des proportions effarantes ne semblent pas émouvoir très profondément la bonne conscience des classes dirigeantes et privilégiées et ne semblent produire auprès des autorités gouvernementales tant municipales, provinciales que fédérales, qu'une réaction de défense plutôt que de susciter la reconsidération des structures économiques en vue de les adapter pour promouvoir le plein emploi.

Sans doute les centrales syndicales se rendent compte que le nombre des travailleurs s'est accru au cours des dernières années et qu'il en a été ainsi pour le nombre d'emplois disponibles, mais elles réalisent aussi que le nombre d'emplois disponibles ne correspond pas à l'augmentation de la main-d'oeuvre inscrite en disponibilité dans les bureaux de placement. Aussi est-il réponse plus exaspérante pour un travailleur se cherchant du travail que d'entendre dire, par les représentants gouvernementaux, que le nombre de personnes à l'emploi est sans cesse croissant... que la récession tire à sa fin... et que l'embauchage va reprendre avec les beaux jours du printemps. Les promesses ne remplacent pas le pain!

Perdre son emploi et n'en pouvoir trouver d'autre est une catastrophe pour tout travailleur. C'est une catastrophe économique et sociale aussi, est-il besoin de le répéter? Dans toutes les villes de la province, les agences sociales, les sociétés charitables, et, dans les villages, les Corporations municipales, sont unanimes à déclarer qu'elles ne suffisent plus aux besoins à cause du surcroît de demandes découlant du chômage. L'abbé Patrick Ambrose, directeur du Catholic Welfare Bureau de Montréal, s'en faisait l'écho, le 25 février dernier, devant la 28ième assemblée annuelle de cet organisme:

« Par suite de l'augmentation de 250 p. 100 des cas de chômage enregistrée au début de 1958, disait-il, cette agence a reçu des demandes de familles dont les enfants souffrent de la faim et du froid, et, sur le point d'être évincées de leur logis. L'abbé Ambrose demandait aussi aux gouvernements « une action gigantesque » pour combattre le chômage, plaie sociale qui engendre des désertions, des séparations, des maladies mentales, des problèmes familiaux, des vagues de crimes et de hold-up, la délinquance juvénile, etc., etc. « Jour après jour, ajoutait-il, des chômeurs, cherchant une assistance pour leurs familles, expriment leur hostilité envers la société, une société qui les a privés de leur emploi, de leur travail. Ils menacent de se tourner vers le crime pour obtenir les moyens de faire vivre leur famille » (La Presse, 26 février 1958).

Mais quel autre témoignage attendons-nous pour dénoncer plus sévèrement ce paradoxe de la misère dans l'abondance, scandale d'une société, d'une civilisation qui se donne la prétention d'être chrétienne.

DES RÉFORMES SONT EXIGÉES

Nous affirmons une fois de plus que le droit au travail est un droit naturel qui appartient à tout homme et qu'il est inhumain, immoral et antichrétien de tolérer et d'accepter par abstention la situation que nous connaissons.

On s'astreindrait à analyser toutes les causes du chômage au point de vue historique, sociologique, économique, démographique, il semble qu'elles émanent toutes, en dernière analyse, d'un « état d'esprit »; état d'esprit résultant de la foncière inadaptation mentale d'une grande partie des classes dirigeantes à de nombreux aspects du monde industriel moderne. Ces mêmes classes savent bien pourtant que les réformes nécessitées présupposent certaines options allant jusqu'à l'abandon même de certaines habitudes ou traditions économiques, mais elles refusent d'en tirer les conséquences.

On taxe malheureusement trop souvent d'étatisme, de communisme et de bolchévisme, les promoteurs de mesures qui ne sont, par définition et en fait, que de simples mesures sociales. La preuve en est faite depuis longtemps, les choses ne s'arrangent jamais d'elles-mêmes comme le disent les protagonistes du « laissez-faire », elles exigent la planification de l'économie; planification qui s'est faite absente jusqu'à nos jours, de toute politique économique dans notre province.

Le mouvement syndical de la province de Québec, désireux de se faire vraiment représentatif de ses mandataires se doit de souligner que ni le gouvernement provincial, ni les conseils municipaux, n'ont encore pris de mesures pour promouvoir et assurer le plein emploi.

Il appert pourtant de façon plus qu'apparente que la prospérité dans notre province, comme ailleurs dans le pays, ne peut être réelle qu'en autant que les richesses qu'elle recèle bénéficieront non seulement à quelques-uns mais à tous les citoyens de la province. Cette prospérité se mesure sur la possibilité qu'ont les travailleurs de se procurer de l'emploi le plus rémunérateur possible à l'année longue et constituer ainsi une partie importante du marché pour l'écoulement des marchandises dont ils contribuent si efficacement à la production.

Sans doute, le gouvernement provincial n'a pas à remédier seul au chômage; mais pour autant, le gouvernement de cette province n'a pas le droit, sous prétexte de dualité de juridiction, de se soustraire à ses responsabilités. Au contraire, nos deux mouvements ouvriers soumettent que le gouvernement provincial, en vertu même des droits qu'il revendique se doit de prendre l'initiative, d'exercer une action positive auprès du pouvoir central, et appliquer les solutions qui s'imposent pour mettre un terme à la situation que nous connaissons. La population ouvrière est profondément déçue et trouve inexcusable qu'on n'en soit pas encore arrivé à une entente.

Au niveau provincial-fédéral

- 1—Les centrales ouvrières de cette province proposent et demandent la tenue immédiate d'une conférence fédérale-provinciale sur le chômage et ce, avec ou sans la participation des autres provinces, en vue de collaborer et d'assurer l'entreprise immédiate d'un vaste programme de travaux publics.
- 2—Que les autorités provinciales appuient auprès du gouvernement d'Ottawa la demande des centrales syndicales pour faire augmenter le montant des prestations et aussi prolonger davantage la période de bénéfices. D'autre part, qu'elles fassent pression pour faire réduire la période des 30 semaines d'emploi exigées par la Loi, pour être éligible aux prestations d'Assurance-Chômage.
- 3—Quant aux chômeurs qui ne reçoivent pas, ou qui ont épuisé leurs bénéfices d'assurance-chômage, des mesures adéquates doivent être prises en toute urgence pour leur venir en aide.

Au niveau provincial-municipal

Les centrales ouvrières proposent qu'à l'instar de l'Ontario, le gouvernement de cette province mette des crédits à la disposition des municipalités qui ne peuvent accélérer l'exécution de leurs travaux publics faute de fonds nécessaires et ce, sans augmentation des taxes pour les contribuables.

Au niveau provincial

La Fédération des Travailleurs du Québec et la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada proposent:

- 1—que le gouvernement de cette province fasse un véritable effort pour promouvoir la construction d'habitations. Près de quinze ans se sont écoulés depuis la fin de la guerre; la situation logementaire demeure aussi lamentable qu'elle l'était alors. Le gouvernement fédéral dispose déjà par la Société Centrale d'Hypothèques et de Logements de certains crédits pour promouvoir la construction d'habitations. Malgré l'insuffisance et les restrictions que cette loi fédérale comporte pour la masse des salariés, les organisations ouvrières sont d'opinion que le gouvernement de cette province devrait s'en prévaloir et encourager les municipalités à la mise en oeuvre d'un programme de construction d'habitations et de démolition des taudis. L'exécution d'un tel programme aurait déjà pour effet de procurer du travail à plusieurs milliers de travailleurs du bâtiment, en plus de contribuer à satisfaire dans une mesure appréciable aux besoins sans cesse croissants de la population et particulièrement pressants surtout pour les petits salariés. Dans ce domaine, le moment ne saurait être plus opportun pour instituer un « service d'habitation ». Nos mouvements ouvriers rappellent à ce propos, le projet soumis antérieurement aux autorités provinciales et notamment à la Commission Tremblay;

« Etant donnée la capacité d'emprunt du Gouvernement Provincial à un taux d'intérêt très bas, il pourrait constituer un organisme de crédit foncier qui s'alimenterait en fonds hypothécaires, par voie d'emprunt, avec la garantie de la province.

Cet organisme s'engagerait dans des prêts conjoints avec des sociétés de finance, des compagnies d'assurance ou des caisses populaires. Il fournirait sans intérêt la moitié des fonds. L'autre moitié serait fournie par la société prêteuse au taux courant. Ainsi, l'emprunteur ne paierait sur le montant de son hypothèque que la moitié du taux courant, ce qui équivaldrait à la charge qu'il a à subir actuellement, s'il bénéficie de la Loi Provinciale d'Aide à l'Habitation.

D'après nos calculs, des prêts annuels de 24 millions de la part de l'organisme gouvernemental permettraient selon le système de prêts conjoints de construire 8,000 logements grevés d'une hypothèque de 6,000 dollars. Au taux d'emprunt de 3½%, la charge d'intérêt ne s'élèverait qu'à 840,000 dollars pour le gouvernement.

Après un certain nombre d'années de fonctionnement et une fois le fonds d'hypothèques suffisamment garni, il pourrait s'approvisionner par lui-même par les remboursements annuels des emprunteurs. »

2—Nos centrales syndicales de plus, recommandent un rehaussement de toutes les normes minima qui découlent des ordonnances de la Commission du Salaire Minimum. L'application de cette mesure aurait pour effet d'augmenter le pouvoir d'achat de nombreux salariés qui ne bénéficient pas encore de l'avantage des conventions collectives de travail.

Par ailleurs, l'adoption d'une telle suggestion ne saurait faire passer sous silence et remplacer la collaboration du gouvernement, avec les organisations ouvrières légitimes pour accroître la prospérité économique de tous les citoyens et particulièrement celles des travailleurs de notre province.

3—Face à une crise de chômage comme celle que nous traversons, il mérite de rappeler une fois de plus, ce premier paragraphe de l'article 25 de la déclaration universelle des Droits de l'Homme, proclamée en 1948 par l'assemblée générale des Nations Unies, où il est reconnu que: « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté ».

En outre, de recommander une augmentation dans les prestations d'assurances sociales déjà existantes, il nous semble particulièrement pertinent dans un mémoire sur le chômage, d'insister sur l'immédiate nécessité de participer au plan d'assurance-santé actuellement offert par le gouvernement fédéral et de le bonifier.

4—Entre autres moyens susceptibles d'éliminer le chômage, nous ne pouvons taire que notre population ouvrière verrait l'embauchage s'augmenter con-

sidérablement si le gouvernement provincial décidait de promouvoir de façon adéquate le développement d'industries de transformation pour une partie des matières premières qui sortent des ressources naturelles de cette province au lieu de soutenir et protéger des industries qui ne peuvent même pas nourrir convenablement la main-d'oeuvre qu'elles emploient. Le temps est venu de mettre fin à la tendance de couvrir sous le manteau du blâme à l'immigration, les lacunes dont nos autorités gouvernementales sont les responsables. Notre province est assez vaste et possède un potentiel de richesses suffisant pour faire vivre décemment toute sa population ainsi que tous ceux que le simple précepte de charité chrétienne a commandé d'accueillir fraternellement.

5—Faciliter l'accès à l'instruction serait un apport considérable dans les moyens à long terme pour combattre le chômage. Dans le récent mémoire présenté conjointement par nos deux centrales nous avons établi l'étroite relation entre le chômage et le bas niveau d'instruction de notre population. Aussi, nous devons-nous de rappeler les recommandations déjà soumise, notamment de prolonger la fréquentation scolaire et de faciliter l'accès à l'enseignement supérieur par tous les moyens qui en conditionnent la réalisation.

6—Il va de soi que dans le domaine professionnel, après consultation et de concert avec les organisations concernées, il y aurait lieu de procéder à l'adoption de mesures appropriées en vue du réentraînement et de la réadaptation professionnelle des travailleurs mis à pied par suite de l'élimination de leur métier comme conséquence de changements technologiques.

FINANCEMENT

Ces propositions étant formulées, la Fédération des Travailleurs du Québec et la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada ne prétendent pas avoir épuisé les solutions en vue de remédier au chômage et obtenir le plein emploi.

D'autre part, nos organisations syndicales se rendent parfaitement compte que la réalisation de la plupart des propositions soumises nécessitent des déboursés et que le gouvernement ne saurait remplir ces obligations sans s'assurer de revenus nécessaires.

Laissant de côté l'aspect litigieux des relations fiscales fédérales-provinciales, nous désirons aborder les solutions financières qui sont du ressort particulier de la province.

Nos centrales syndicales formulent l'opinion à ce propos et sont fondées de croire que le financement de ce programme peut être effectué au complet sans prélèvement de taxes additionnelles sur les revenus personnels des contribuables. La population ouvrière que nous représentons est en effet convaincue que le gouvernement de cette province ne tire pas des sources actuelles de taxation tous les revenus qu'il devrait et plus particulièrement les revenus qu'il devrait toucher provenant de l'exploitation des richesses naturelles.

Dans le domaine forestier, nous savons par exemple que les revenus que la province reçoit des concessions forestières sont consignés sous les quatre principaux postes suivants: (Cf Comptes Publics de la Province de Québec — Exercice clos le 31 mars 1957 — pp. 77-81).

Les primes d'affermage	\$ 575,000.00
Les rentes foncières	815,740.00
Les droits de coupe	17,118,477.00
Les droits de coupe versés au fonds d'éducation	902,803.00

soit: — \$19,412,120.00 sur un total de \$19,632,546.00 (Fonds d'Education y compris).

Or, si l'on considère que la valeur du bois sorti des terres de la couronne se situe aux environs de \$300,000,000.00, on constate que les revenus touchés par la province ne représentent pas plus de 5 à 6% de cette valeur annuellement, et ces chiffres ne tiennent pas compte que, du fait de la transformation du bois en pâte et papier, la valeur atteint un montant dépassant les trois quarts de milliard de dollars. (Cf. Opérations en forêts — Estimations révisées de la production forestière, 1940-1953 — Estimations définitives, 1954-1955, B.F.S., p. 49 et aussi, General Review of the Manufacturing Industries of Canada 1955, B.F.S., p. 117.)

Dans l'industrie minière, les comptes publics révèlent les chiffres suivants pour quatre principaux items:

Certificats de mineurs	\$ 163,875.00
Permis de mise en valeur	1,237,994.00
Droit sur les profits annuels	5,962,623.00
Rente annuelle de la Quebec Iron Ore (jusqu'en 1958)	100,000.00

soit: — \$7,464,492.00 sur un total de \$7,514,089.00.

Si donc, on considère que la valeur de la production minière de la province atteint presque le demi-milliard de dollars (\$463,680,968.00, en 1956), (Cf. L'Industrie Minière de la Province de Québec en 1956, Min. des Mines, p. 3), la part que la province en reçoit dépasse à peine 1%; sans compter que les corporations minières d'autre part, sont exemptes de toute taxe municipale durant les cinq premières années de leur existence.

Nous remarquons par ailleurs que le montant de \$5,962,623.00 provient de droits sur les profits annuels dont le paiement est établi sur la base de 4% sur les profits qui dépassent \$10,000.00 et montent à 7% sur les profits supérieurs à trois millions. Or, en 1955-1956, 36 compagnies minières seulement sur 1,509 en opération se sont acquittées de cette redevance; d'où l'on doit conclure qu'ou bien la perception fait défaut ou alors, qu'en période extrêmement prospère 1,472 compagnies minières sur 1,509 ont rapporté des profits inférieurs à \$10,000.00, ce qui peut donner idée jusqu'à quel point l'industrie des mines est concentrée entre quelques mains toutes puissantes.

Le même phénomène se produit à l'examen des revenus touchés par la province sur l'exploitation des ressources hydro-électriques. On trouve les principaux revenus appliqués sous les titres suivants:

Régie Provinciale	\$ 431,391.00
Loyer et redevances pour:	
Barrages - réservoirs	667,860.00
Forces hydrauliques	3,503,074.00
Quebec Pulp & Paper	74,492.00
Fonds d'Education:	
Revenu sur le KW-heure d'électricité générée.....	2,543,773.00
Contributions de la Com. Hydro-Electrique de Québec	2,800,000.00

soit: — \$10,020,570.00 sur un montant total de \$10,151,889.00. (Fonds d'Education compris).

Or, si l'on évalue en 1957 la valeur de la production d'énergie hydro-électrique à quelque 180 à 190 millions de dollars, le revenu de 10 millions que la province en reçoit représente à peine plus de 5%.

Le fait est pourtant établi et connu que le coût d'aménagement et de revient par cheval vapeur dans notre province se situe parmi les plus bas dans le monde.

CONCLUSION

Ces données, bien que sommaires, nous permettent d'établir néanmoins, que d'une valeur de production dépassant le milliard pour ces trois richesses naturelles, la province ne retire pas quarante millions et, soustraction faite des montants spécifiquement destinés au fonds d'éducation, la province reçoit à peine les revenus suffisants pour payer le service de la dette s'élevant à quelque trente millions (1956-1957).

Pour un seul exemple, si l'on compare les sept millions et demi de dollars que la province a perçus en 1956 de l'exploitation minière avec les 90 millions de dollars que l'Alberta a obtenus en 1954 en droits prélevés sur l'exploitation de son pétrole, les citoyens de cette province sont justifiés de dénoncer le fait qu'ils ne bénéficient pas de la part qu'ils devraient des ressources naturelles; sachant par surcroît que les salaires payés dans les industries exploitant nos richesses naturelles sont inférieurs à ceux que reçoivent les ouvriers de l'Ontario travaillant dans des exploitations similaires.

Les richesses naturelles sont un don de Dieu à la population de cette province et aucun gouvernement n'a le droit de dilapider de telles richesses inconsidérément, au profit de quelques particuliers et sans qu'elles bénéficient au maximum à tous les citoyens qui en sont les véritables possesseurs.

Le vrai but de l'économie nationale ne saurait être atteint sans une distribution équitable des biens surtout à l'endroit des travailleurs qui, par leur travail, sont les vrais producteurs de ces richesses.

Les deux centrales ouvrières de cette province partagent l'opinion et persistent à croire qu'une enquête publique sur l'exploitation de nos ressources naturelles serait de nature à révéler que la majeure partie des propositions soumises dans le présent mémoire pourrait être réalisée par voie de financement tiré de nos ressources naturelles. En conséquence, la Fédération des Travailleurs du Québec et la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada proposent conjointement et demandent au Gouvernement Provincial au nom des 275,000 membres qu'elles représentent, la tenue d'une enquête royale.

Unemployment

The present size and persistence of unemployment in Canada, and especially in Quebec, cannot help worry the observers of our economic life, and more so the workers themselves who are directly concerned. It may therefore be useful to reproduce here the full text of the Brief on Unemployment submitted jointly by the Quebec Federation of Labor (CLC) and the Canadian and Catholic Confederation of Labor to the provincial (Quebec) Cabinet on June 13, 1958.

This brief deposited jointly by the Quebec Federation of Labor (C.L.C.) and by the Canadian and Catholic Confederation of Labor (C.C.C.L.) is to apprise the Provincial authorities of the deep anxiety which our two Centrals feel concerning unemployment and to formulate on behalf of the 275,000 members which they represent and of the some 263,000 unemployed workers in the Province, (Cf. Employment situation, Feb. 1958, Department of Labor, F.B.S.), the measures which they expect from the Provincial Government.

This brief first intends to recall that during the last few years and particularly since five years, our two Centrals, either in their annual briefs or by the presentation of resolutions, did not cease to express their preoccupation and their worry as concerns the aggravating situation of labor.

This Winter, the unemployment crisis will have reached unprecedented proportions. According to the present figures, it is easy to foresee that unemployment will have affected this year, in the Province, about 270,000 persons, that is the highest peak ever reached.

The following figures speak by themselves and show that from year to year, and chiefly since 1953, the labor situation did not cease to deteriorate and this to a greater extent in the Province of Quebec than in Ontario.

According to the figures dated April 10th, 1958, there were in Canada 875,000 persons seeking employment, of whom 262,000 for the Quebec region alone, that is an increase of 85,771 over the corresponding period of last year; or 262,617 persons able to work and who cannot find employment.